

24 janvier 2017 - Seul le prononcé fait foi <u>Télécharger le .pdf</u>

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'accord de paix entre les Forces armées révolutionnaires de Colombie et le gouvernement colombien, à Caldono le 24 janvier 2017.

Monsieur le Président,

Je voulais venir avec vous ici, dans cette région du Cauca. Car, elle a été sans doute le théâtre des affrontements les plus meurtriers pendant cinquante ans. Même si la Colombie en a connu d'autres, c'est ici qu'il y a eu des victimes, de nombreuses victimes de ce conflit si terrible. Je voulais venir ici pour saluer l'accord de paix. L'accord de paix que vous avez voulu, Président SANTOS, vous y avez mis tout votre engagement, toute votre autorité, tout votre courage. Cela a pris du temps et je salue ici les négociateurs, qui, du côté du Gouvernement colombien, n'ont pas ménagé leur peine pendant ces quatre années. Mais il fallait aussi que les FARC puissent accepter cet accord, car, il ne pouvait pas être unilatéral.

Donc, cet accord de paix a été porté par la Colombie. Mais il a été aussi accompagné par les Nations Unies, avec deux résolutions du Conseil de sécurité que la France a pleinement approuvées.

Je voulais venir ici pour saluer le rôle des Nations Unies, avec un chef de mission qui se trouve être Français, Jean ARNAULT, c'est pour nous une fierté. Mais une mission qui est aussi composée de nombreuses nationalités, de pays qui se sont engagés pour la paix aussi en Colombie.

Je voulais venir ici pour voir de mes propres yeux ce qu'est la mission qui a été confiée à l'ONU, au Gouvernement colombien et également aux FARC signataires. Nous sommes ici dans ce camp qui démontre que c'est possible, que cette démobilisation, ce désarmement, qui est maintenant engagé, est irréversible.

Je voulais le constater et c'est même extrêmement impressionnant de voir avec les mêmes uniformes des représentants du Gouvernement colombien et des FARC, sans qu'il soit possible de les distinguer -sauf quand on les interroge-, avec les Nations unies ensemble, partageant les mêmes espaces, dormant sous les mêmes tentes, mangeant le même repas et accomplissant cette mission pour accueillir cela va prendre encore quelques semaines les anciens combattants des FARC qui viendront ici pour être démobilisés et désarmés.

Je voulais aussi venir ici pour parler des victimes, de toutes les victimes. J'en ai reçu ce matin, les victimes de ce conflit sont près de 60 000. Puis, il y a de nombreux disparus, là encore, nous avons ce devoir à leur égard. Je sais que c'est dans l'accord de paix qu'il y a aussi ce processus. La France y prendra sa part, parce que nous mettrons notre expérience au service de l'unité sur la recherche des personnes disparues que prévoit l'accord de paix.

Je voulais venir ici pour parler également du développement de la région. Car, il ne peut pas y avoir de paix simplement en démobilisant des guérilleros ou en intégrant dans un processus politique, c'est-à-dire la démocratie, ceux qui étaient jusqu'à présent des dirigeants de ce groupe. La paix suppose qu'il y ait pour la population une prospérité, un développement, une sécurité et donc un soutien qui doit être apporté au Gouvernement colombien, mais également à ses régions

qui vont maintenant être dans la paix et dans la réconciliation. Nous en avons convenu, l'Europe fait déjà sa part, elle en fera encore davantage. Nous aurons aussi -la France- à traduire concrètement nos engagements. Je veux saluer ce que nous faisons déjà en termes d'aides et en termes de prêts, mais aussi les organisations humanitaires, par exemple Handicap International qui va contribuer au déminage, c'est très important.

La France est là, elle est là par le chef de mission de l'ONU, elle est là par les crédits que nous avons dégagés. Elle est là par les forces que représente l'Union européenne au service de la paix. Elle est là également par les organisations humanitaires.

Mais je vais terminer sur le symbole de là où nous sommes. Qui aurait pu imaginer que le Président colombien et le Président français viennent ici, dans un camp de démobilisation, de désarmement, avec des représentants des FARC, il y a simplement quelques mois et si je remonte à plus loin, quelques années ?

Vous l'avez fait, Président SANTOS. Vous l'avez fait. C'est ce qui permet aujourd'hui de faire cette réunion historique à travers ce processus. C'est important pour la Colombie, c'est essentiel pour les régions qui étaient dévastées par le conflit. C'est important pour l'Amérique latine, c'est la plus vieille guérilla, le plus vieux conflit qui va maintenant s'arrêter.

C'est très important pour le monde, pour la communauté internationale qui doit être aux côtés de la Colombie, qui doit être vigilante, qui doit éviter que certaines forces viennent perturber ce processus.

Et la communauté internationale peut aussi se dire, avec vous, avec l'exemple que vous donnez, ici, dans ce camp : Ce qui est possible pour la Colombie doit être possible pour d'autres conflits dans le monde. Ce processus va servir d'exemple.

Donc, ici, dans cette région qui était une zone de guerre, de conflit, de malheur et qui aujourd'hui retrouve l'espérance, c'est aussi un beau message de confiance dans l'avenir que nous pouvons délivrer, le Président SANTOS et moi-même, ici, aujourd'hui. Merci.